Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

17 mars 2005
N°288 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

OTAN, UNION EUROPÉENNE

La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme

Une manifestation de Waffen SS s'est tenue, le 16 mars 2005, au cœur de la capitale d'un État nouvellement membre de l'Union européenne et de l'OTAN, la Lettonie. Les autorités ont choisi de l'autoriser et de réprimer durement les citoyens qui protestaient. Loin d'être un fait divers, cet évènement est l'aboutissement d'un processus de négation de l'extermination et de réhabilitation du nazisme conduit par la présidente de la République, Vaira Vike-Freiberga, et publiquement financé par l'ambassade des États-Unis. Il fait suite à l'arrivée au pouvoir de partis nazis dans plusieurs États « démocratisés », en Ukraine par exemple.

page 2

Les « révolutions colorées » en débat

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La tactique des « révolutions » colorées fait débat en Russie. Boris Vassiliev dénonce la tendance du pouvoir à se chercher un ennemi. Il estime que le peuple russe a besoin d'une idée pour avancer et que Poutine le focalise sur un ennemi extérieur pour cela. Dimitri Estafiev, pour sa part, ne remet pas en cause le danger pour la Russie, mais demande à ce qu'il soit relativisé. En effet, il ne pourrait s'agir que d'une tactique de harcèlement.

page 8

REPÈRE : 17 MARS 1945

Hitler teste sa bombe atomique

Dans les derniers mois de la guerre, le Club de l'Uranium termine la *Wunderwaffe*, l'arme miracle qui permettra à la dernière minuite de sauver le Reich. Près de Berlin, sous la supervision des SS, un premier réacteur nucléaire expérimental est mis en service dès 1944 et fonctionnera pendant quelques mois. En janvier 1945, une ogive nucléaire hybride est achevée au centre d'expérimentation de l'île de Rügen dans la Baltique. Le 3 mars, des espions britanniques et soviétiques annoncent avoir vu une gigantesque lueur sur Rügen, c'est le premier essai nucléaire allemand. Le 17 mars, en présence de sommités SS et d'Herman Göring, un deuxième essai à lieu dans la plaine de Thuringe afin de tester la capacité de la bombe à stopper les chars russes. 8 000 prisonniers du camp de concentration de Halde sont regroupés autour d'un pilone portant la bombe. Évaluée à la moitié de la puissance de celle d'Hiroshima, elle surprend même les militaires et vaporise les victimes. Deux mois plus tard l'armée allemande capitule. ■

LA CIA ENLÈVE DES PERSONNES EN EUROPE POUR LES FAIRE TORTURER AILLEURS

On sait que, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la CIA pratique la torture dans des centres de détention comme ceux de bagram ou de Guantanamo, ou qu'elle la fait sous-traiter par des pays coopératifs tels que l'Égypte, la Jordanie ou le Pakistan. Mais on croyait, jusqu'à présent que les victimes avaient été faites prisonnières par les États-Uniens sur les champs de bataille, en Afghanistan ou en Irak. On découvre aujourd'hui, en Allemagne, en Italie, en Suède, que d'autres victimes sont enlevées par la CIA en Europe au mépris de la souveraineté des États et des Droits de l'homme.

En Suède par exemple, les services de sécurité ont admis avoir dans un premier temps autorisé la CIA à agir sur leur territoire, mais face à l'indignation publique quant aux enlèvements et à la sous-traitance de la torture, ont promis de ne plus s'y faire reprendre. ■

OTAN, Union européenne

La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme

Une manifestation de Waffen SS s'est tenue, le 16 mars 2005, au cœur de la capitale d'un État nouvellement membre de l'Union européenne et de l'OTAN, la Lettonie. Les autorités ont choisi de l'autoriser et de réprimer durement les citoyens qui protestaient. Loin d'être un fait divers, cet évènement est l'aboutissement d'un processus de négation de l'extermination et de réhabilitation du nazisme conduit par la présidente de la République, Vaira Vike-Freiberga, et publiquement financé par l'ambassade des États-Unis. Il fait suite à l'arrivée au pouvoir de partis nazis dans plusieurs États « démocratisés », en Ukraine par exemple.

Manifestation de nazis le 16 mars à Riga

Les évènements qui se sont déroulés ce mercredi 16 mars 2005 à Riga (Lettonie) ont enflamé les esprits dans toute l'Europe orientale et la Russie, mais il est peu probable que la presse atlantiste en rende compte. En effet, ils parlent d'eux-

mêmes et révèlent un aspect inadmissible de l'OTAN et de l'Union européenne depuis l'élargissement du 1er mai 2004.

À l'initiative de l'association nazie Club 415, et pour la cinquième année consécutive mais pour la première fois à l'intérieur de l'OTAN et de l'Union, plusieurs centaines de Waffen SS ont défilé dans le centre de la capitale. La manifestation, qui avait été autorisée par une délibération du conseil municipal de Riga, a été protégée par les forces de sécurité, tandis que les contre-manifestants pacifiques ont été brutalement réprimés et qu'une vingtaine d'entre eux ont été interpellés.

Il ne s'agit pas là d'un affrontement folklorique entre skinheads d'extrême droite et d'extrême gauche, mais d'un acte politique mûrement réfléchi, personnellement organisé par la présidente de la République, marquant l'aboutissement d'un rapide processus de réhabilitation du nazisme. Il ne s'agit pas non plus d'une répugnante provocation à usage interne, mais d'une stratégie internationale pilotée par l'OTAN, de gages délibéremment donnés à des organisations clandestines que l'on tient à remercier pour leur contribution à la désoviétisation de l'Europe et qui sont déjà associées à divers gouvernements, notamment en Ukraine « orange ».

Pour comprendre les enjeux de ce drame, un rappel historique est nécessaire.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont constitué 37 divisions de Waffen Schutzstaffel (Waffen SS), dont seulement 12 étaient composées exclusivement d'Allemands [1]. La plupart des divisions étaient recrutées parmi les populations dites « aryennes » des pays annexés ou occupés. Bien que les Lettons ne soient pas considérés comme « aryens », ils furent enrôlés en masse. Sur 900 000 Waffen SS, environ 150 000 étaient lettons, constituant ainsi le plus fort contigent étranger alors même que leur pays ne comptait pas 2 millions d'habitants. Ils formèrent notamment la 15e Division de grenadiers qui fut l'unité non-allemande la plus décorée de la Waffen SS. Ce sont eux qui se retranchèrent dans Berlin et livrèrent les derniers combats du IIIe Reich.

Les SS lettons ne se batirent pas pour défendre leur pays, mais principalement contre la Résistance en Biélorussie et en Russie, sans compter l'encadrement des camps de concentration. La plupart étaient des volontaires. Cependant, en 1944, ils furent rejoints par des conscrits dont certains étaient enrôlés de force.

D'autre part, environ 130 000 Lettons s'engagèrent contre l'Axe. La plupart combattirent dans l'Armée rouge qui libéra leur pays du nazisme. À l'issue des négociations entre les Alliés, la Lettonie, ainsi que les autres États baltes, fut absorbée par l'Union soviétique.

Avant même la fin de la Guerre mondiale, les services secrets britanniques recrutèrent des agents parmi les criminels de guerre nazis (notamment des membres de l'Arajs Kommando) pour combattre le communisme et les exfiltrèrent en Suède avec l'aide du SMT, le service secret local. Une unité SS de 1 500 hommes fut ainsi entièrement reconstituée, sous le commandement du colonel Osis, avec le projet de partir à l'assaut contre les Soviétiques. Mais l'idée fut abandonnée après que le tribunal de Nüremberg ait qualifié la Waffen SS et

toutes ses sections d'« *organisation criminelle* ». En 1949, ces agents furent transférés à Hambourg (dans la zone allemande ocupée par les Britanniques) pour être traités par le MI6 (« opération Jungle »). Les « meilleurs » éléments reçurent une formation complémentaire en Grande-Bretagne. Tous furent bientôt intégrés dans ce qui allait devenir le réseau « *stay-behind* » de l'OTAN, géré en commun par les Britanniques et les États-uniens [2]. Plusieurs parachutages et opérations d'infiltration furent tentées pour des missions d'espionnage et de sabotage. Mais toutes échouèrent suscitant une répression cruelle des Soviétiques. En définitive, cette méthode fut abandonnée, en 1952, au profit d'opérations psychologiques [3].

Ces réseaux ont été entretenus pendant toute la Guerre froide. En 1997, l'Allemagne a révélé verser encore des pensions à 50 000 anciens SS ou à leurs ayant-droits, un peu partout dans le monde. Ainsi la veuve de Reinhard Heydrich (l'architecte de la « solution finale ») ou Heinz Barth (lun des responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane) continuaient à être payés pour ces crimes [4].

Du point de vue des Anglo-Saxons, cet investissement n'était pas inutile. Il fournit un encadrement pour prendre le pouvoir lors de l'éclatement de l'Union soviétique. Et ce processus est loin d'être terminé. Ainsi, lors de la récente « révolution » orange [5], des agents de ces réseaux, regroupés au sein du Congrés des nationalistes ukrainiens (KUN) et du Parti pan-ukrainien de la liberté (Svoboda, ex-SNPU) se sont joints à « Notre Ukraine » la coalition soi-disant démocratique de Viktor Yuschenko et lui ont fourni l'encadrement politique nécessaire. Aucun doute n'est possible sur l'identité nazie de ces formations : la première inscrit explicitement sur tous ses documents la mention : « *Fraction Stefan Bandera* », tandis que la seconde utilise le trident et la swastika comme symboles. Sans parler des amis de Madame Timoschenko : l'UNA-UNSO, une organisation paramilitaire créée lors du putsch de Moscou, en 1991, qui revendique plus de 1 000 combattants ; des hommes qui sont allés se battre avec la CIA en Croatie, puis aux côtés des insurgés tchétchènes et en Géorgie.

De cette constellation, seul le groupe Svoboda a été mis sur la touche après que son leader, Oleh Tyahnybok, ait prononcé l'éloge de ceux qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, avaient « *nettoyé le pays des Juifs et des Russes* », et ait exhorté à suivre leur exemple en rendant « *l'Ukraine aux Ukrainiens* » et en « *libérant le pays des Juifs moscovites qui l'exploitent* » [6]. Il s'agissait surtout d'éviter que des croix gammées n'apparaissent dans la « révolution » télévisée orange alors que la plupart des manifestants rémunérés avaient été recrutés dans ces organisations nazies.

Quoi qu'il en soit, le KUN et l'UNA-UNSO ont été considérés comme des interlocuteurs suffisamment propres, ou connus depuis assez longtemps, pour que le secrétaire général de l'Union européenne et ancien secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, accepte de dialoguer avec eux.

Ce qui se passe aujourd'hui -que ce soit en Europe ou ailleurs, par exemple au Liban où on nous présente les Phalangistes comme les défenseurs de la démocratie !- n'a rien à voir avec l'extension de la liberté dont se targue le président George W. Bush, mais avec la continuation d'une politique du pire, débutée pendant la Guerre froide et qui ne rencontre plus d'obstacles.

C'est dans cette perspective que le MI6 et la CIA ont pris le contrôle de la Lettonie. À la faveur du chaos post-soviétique, ils y ont placé leurs hommes à la tête de l'État. Sur place, la population désabusée parle de « *la bande des étrangers* », rapporte la journaliste Roumania Ougartchinska dans son dernier ouvrage [7]. À titre d'exemple, le Bureau de protection de la Constitution (SAB) [8], notamment chargé de défendre la démocratie, est dirigé par Janis Kazocinu. Or, celui-ci est en réalité un général de l'armée britannique, devenu attaché militaire à Riga lors de l'indépendance, puis adjoint du chef d'état-major. Il n'a pris la nationalité lettone qu'à l'occasion de sa nomination.

La présidente de la République de Lettonie, Vaira Vike-Freiberga

Le professeur Vaira Vike-Freiberga joue un rôle central dans ce dispositif. La famille de cette canadienne, qui a fuit la Lettonie à la chute du Reich, était liée aux agents nazis des réseaux stay-behind de l'OTAN, via une association clandestine destinée à la diaspora, Les Faucons de la rivière Daugava (Daugavas Vanagi). Celle de son époux, Imants Freibergs, est passée par le camp du MI6 en Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Professeur de psychologie à l'université de Toronto, spécialiste de l'influence des drogues sur le comportement humain, Mme Vike-Freiberga s'installe à Riga début 1999, prend la nationalité lettone et est élue au printemps présidente de la République ; mandat qui lui sera renouvellé quatre ans plus tard.

Au cours des dernières années, la présidente Vike-Freiberga s'est attelée à réécrire l'histoire européenne. Selon elle, la Lettonie aurait été successivement occupée par les Soviétiques, puis les Allemands, puis à nouveau les Soviétiques ; les Lettons qui se seraient engagés dans la SS l'auraient fait uniquement pour trouver un allié afin de libérer leur pays ; en définitive les crimes des uns et des autres seraient comparables. Pour ce faire, elle base son raisonnement sur une interprétation originale du Pacte Ribbentrop-Molotov. Il s'agirait d'un traité découlant du caractère totalitaire commun aux régimes nazis et staliniens. L'Allemagne actuelle ne saurait être tenue pour responsable des crimes nazis, mais la Russie actuelle serait toujours responsable des crimes staliniens. Or, cette lecture des faits ne correspond pas à la réalité : le Pacte Ribbentrop-Molotov est avant tout un prolongement des Accords de Munich (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) pour préciser les zones d'influence à l'Est après le partage de la Tchécoslovaquie entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie. Il faut en outre intégrer le rôle de la Lettonie elle-même durant cette période. Enfin, on ne peut qu'être stupéfait devant le refus de prendre en compte le combat de l'Armée rouge pour délivrer l'Europe de la peste brune ; et l'assimilation des Lettons qui avaient rejoint l'Armée rouge à des traîtres.
Quoi qu'il en soit, le nouveau credo à Riga, consiste à diaboliser les Soviétiques sans distinctions et à réhabiliter les nazis qui les combattirent.

En janvier 2005, le gouvernement letton a publié un ouvrage intitulé *Histoire de la Lettonie : XXe siècle*. Il est précisé à l'intérieur du livre qu'il a été imprimé avec le soutien financier des l'ambassade des États-Unis. Le lancement a été

effectué lors d'une conférence de presse de la présidente de la République. On y lit avec surprise, entre autres, que le camp de Salaspils, où les nazis réalisèrent des expériences médicales sur des enfants et où 90 000 personens furent asassinées, n'était qu'un « *camp de travail correctif* » et que les Waffen SS étaient des héros de la lutte contre les occupants soviétiques.

Manifestants anti-fascistes interpellés par la police à Riga, le 16 mars

Cet ouvrage, ainsi que divers manuels scolaires, a soulevé la colère des parlemantaires et du gouvernement russe, et l'émoi dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale.
Aussi, Israël et la Russie ont officiellement demandé à la Lettonie de ne pas autoriser la réunion des Waffen SS du 16 mars. Leur requête a été rejetée.

Soulignons enfin que la Lettonie est entrée à la fois dans l'OTAN et dans l'Union européenne, lors de l'élargissement de mai 2004, conformément aux injonctions de Washington. Pendant une cinquantaine d'année, l'Union européenne a été le fruit de la volonté conjuguée des États-Uniens d'arrimer la partie occidentale au bloc altantiste pour stopper l'influence russe et des Européens de s'unir plutôt que de se détruire. Aujourd'hui, les Européens de l'Ouest n'ont plus à être protégés du « péril rouge » et l'on réhabilite le nazisme. L'Union ne représente plus la paix.

Dès lors, on comprend bien qu'en pleine période référendaire sur le Traité constitutionnel européen, la presse atlantiste ne souhaite pas rendre compte des faits. L'Agence France Presse s'est néanmoins fendue d'une dépêche. La manifestation est présentée comme une commémoration « *des anciens combattants lettons enrôlés de force durant la Seconde Guerre mondiale dans les rangs allemands des Waffen SS* » ; il s'agissait de « *rendre hommage à ces soldats légionnaires* ». Les contre-manifestants ne sont pas qualifiés de démocrates par l'AFP, mais de « radicaux pro-russes » [9].

Thierry Meyssan
Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

---

[1] Chiffres de 1944.

FOCUS

[2] « Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[3] Lire *MI6, Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service* par Stephen Dorril, chapitre 16, The Free Press, 2000.

[4] « War criminals get pensions », Associated Press, 7 février 1997.

[5] « Ukraine : la rue contre le peuple », *Voltaire*, 29 novembre 2004.

[6] « Ukraine : Ultra-right groups support Yushchenko » par Justus Leicht, *The Guardian*, 15 décembre 2004.

[7] *KGB et Cie, à l'assaut de l'Europe* par Roumania Ougartchinska, Éditions Anne Carrère, 2005.

[8] Satversmes Aizsardzibas Biroja

[9] « 20 arrestations lors de la marche en mémoire des Letttons enrôlés dans les SS », AFP, 16 mars 2005, 14h08.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

FOCUS

Les « révolutions colorées » en débat

Analyse

Dans le dossier iranien, l'administration Bush souffle le chaud et le froid et développe une attitude ambiguë à propos des efforts de la diplomatie européenne. Cette posture agace les faucons qui exigent de l'administration Bush que ses actes correspondent au discours. Deux éditorialistes du cabinet de relations publiques Benador Associates font part de leur mécontentement.
Dans *Gulf News*, Amir Taheri s'attaque aux présupposés sur lesquels, selon lui, se fonde le dialogue européen avec l'Iran. C'est l'occasion de dépeindre, en miroir inversé, son image de ce pays. Selon lui, les négociations illustrent les croyances selon lesquelles on peut dialoguer avec Téhéran en espérant un changement de politique et que le pouvoir appartient aux ministres. Au contraire, pour Taheri, l'Iran est un pays dirigé par des fanatiques en qui on ne peut avoir confiance. Il appuie sa démonstration sur les stéréotypes que son lectorat conserve des premières heures de la révolution iranienne, une situation bien éloignée de la réalité actuelle. Pour l'auteur, tout dialogue est illusoire et les sanctions symboliques insuffisantes. Au lecteur de déduire ce qu'il entend par des sanctions « suffisantes ».
Cette diabolisation de l'Iran se retrouve chez Franck Gaffney qui n'hésite pas à présenter les Européens comme des Faust... et donc l'Iran comme un Mephistopheles. Dans le *Washington Times*, le coordinateur des faucons, dénonce les rapprochements avec la position européenne qu'il croit discerner chez Condoleezza Rice et Stephen Hadley. Il appelle à une confrontation « politique » avec l'Iran et à une déstabilisation de la république islamique. On ne peut décidément pas négocier avec le diable.

Ce week-end a eu lieu au Kirghizistan le second tour des élections législatives, remportées par le parti du président Askar Akaïev. L'opposition a dénoncé des

fraudes et elle a été soutenue partiellement par l'OSCE, en crise avec Moscou pour des questions budgétaires. Cette organisation a estimé que le deuxième tour n'avait pas eu lieu dans de bonnes conditions, mais contrairement à ce qu'affirme l'opposition, elle n'a pas noté de bourrages d'urne. Malgré ses protestations, l'opposition n'a pas porté plainte auprès de la Commission électorales. Opposants et pouvoir en place ont d'ores et déjà les yeux tournés vers l'élection présidentielle de cet automne.

Ce pays frontalier de la Chine a la particularité d'accueillir à la fois des bases militaires russes en vertu d'un accord de sécurité et des bases états-uniennes depuis l'attaque contre l'Afghanistan. Depuis quelques mois, le président Askar Akaïev rappelle que les bases états-uniennes sont temporaires, régies par une résolution de l'ONU, et souligne son attachement à la Russie. Il dénonce également les tentatives de « révolution colorée » dans son pays et affirme qu'elles pourraient déboucher sur une guerre civile. Le Congrès états-unien y a répondu en demandant une libération de tous les prisonniers politiques.

L'ex-général Félix Koulov est un de ces prisonniers. Depuis sa cellule où il purge une peine de prison de dix ans pour corruption, il répond aux questions de *Vremya Novostyey*. Dans cette interview, il dénonce le régime et affirme que le procès qui l'a condamné à dix ans de réclusion sera bientôt cassé par l'ONU. Il annonce d'ores et déjà sa candidature à l'élection présidentielle kirghize et dénonce les tentatives d'Akaïev de dramatiser la situation pour retarder les élections.

Pour un autre opposant, Jenichbek Nazariliev, dans*Vremya Novostyey*, les risques mis en avant par le président ne sont pas à prendre à la légère compte tenu de la structure tribale du pays. Rappelant les liens avec la Russie et affirmant que Moscou doit rester le premier partenaire stratégique de son pays, il demande à Vladimir Poutine de lâcher Akaïev qui aurait fait son temps.

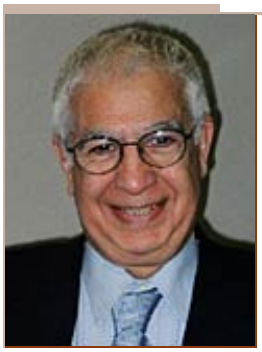
La tactique des « révolutions » colorées fait débat en Russie. Dans *Argoumenty i Fakty*, l'écrivain Boris Vassiliev dénonce la tendance du pouvoir à se chercher un ennemi. Il estime que le peuple russe a besoin d'une idée pour avancer et que Poutine le focalise sur un ennemi extérieur.

Cette opinion n'est pas majoritaire en Russie, aussi bien dans la population que chez les spécialistes.

Dans *RIA Novosti*, l'analyste Dimitri Estafiev ne remet pas en cause le danger pour la Russie, mais demande à ce qu'il soit relativisé. En effet, il ne pourrait s'agir en partie que de poudre aux yeux, d'une tactique de harcèlement. Elle pourrait n'avoir dans certains cas que vocation à contraindre la Russie à se défendre de toute part et à perdre des forces tandis qu'un plus gros coup se prépare. Pour l'auteur, la Russie a eu raison de ne pas se mêler de l'affaire moldave, où toutes les forces politiques lui étaient opposées, et ne devrait rien craindre de ce qui se passe au Kirghizistan, où toutes les forces lui sont favorables. En fait, ce qui se prépare, c'est un coup pour faire tomber le gouvernement à Moscou. Cela ne passera pas par une révolution orchestrée par l'opposition, mais par une crise nationale provoquée par la perte de Kaliningrad. Il faut empêcher cette sécession en demeurant un pôle attractif économiquement et en construisant un modèle socio-économique performant.

Réseau Voltaire

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajsman.

« Douces paroles sur la question nucléaire »

Source : Gulf News
Référence : « Sweet talking on nuclear issue », par Amir Taheri, *Gulf News*, 16 mars 2005.

Quand les politiciens n'ont plus d'idées, ils demandent la mise en place d'un dialogue. Cela fait 25 ans que les Européens parlent tous seuls à propos d'un dialogue avec l'Iran car ils ne savent pas quoi faire d'autre. Les russes font la promotion de leur propre version du dialogue en signant de juteux contrats avec les mollahs. Maintenant, c'est au tour des Américains qui, ne sachant pas quoi faire, commencent à parler de dialogue. Cette démarche est fondée sur deux présupposés.

Tout d'abord, on pense que le dialogue pourrait faire changer Téhéran de politique. Les " dialoguistes " rappellent que d'abord Téhéran a voulu exporter sa révolution islamique, puis qu'il a fait des prises d'otages, mais qu'il ne le fait plus grâce au dialogue. En réalité, les mollahs ont arrêté quand ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Aujourd'hui, les dialoguistes veulent récompenser l'Iran en échange d'un arrêt de son programme nucléaire. Brent Scrowcroft a demandé à ce que les États-Unis s'associent à l'Union européenne pour alimenter l'Iran en combustible nucléaire. Javier Solana presse les États-Unis de faire des offres à l'Iran pour qu'il ne devienne pas une puissance nucléaire. Toutefois, en signataire du Traité de non-prolifération, l'Iran n'a pas le droit de développer des armes nucléaires. Pourquoi faudrait-il récompenser un pays pour avoir respecté ses engagements ? Les mollahs de Téhéran sont passés maître dans l'art du dialogue. La position de Solana est d'une naïveté absolue. Ceux qui souhaitent des sanctions symboliques sont tout aussi naïfs car ce qui ne tue pas le régime iranien le rend plus fort.

Le deuxième présupposé est que l'on négocie avec les preneurs de décision. Ce n'est pas vrai, ce ne sont que des acteurs qui jouent au ministre des Affaires étrangères ou au président de la République islamique. Le vrai pouvoir est aux mains des mollahs. Or, ces gens ne se sentent pas liés par les accords signés par un gouvernement " infidèle ". Ils se moquent des règles qui ne sont pas en lien avec l'islam.

Frank J. Gaffney Jr.

Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Les Faust européens »

Source : Washington Times
Référence : « The Eurofaustians », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*,15 mars 2005.

Dans son discours de la semaine dernière à la National Defense University, George W. Bush a rappelé que l'espoir au Moyen-Orient doit être soutenu. Selon lui, cela requiert un nouveau mode de pensée dans les grandes démocraties et désormais il ne faut plus se montrer accommodant avec les tyrannies. Bien que le président Bush tire ces leçon du passé, les trois nations dirigeantes d'Europe (la Grande Bretagne, la France et l'Allemagne) invitent l'administration Bush à se montrer conciliante avec une tyrannie au nom de la " stabilité ".

Dans les jours qui ont suivi son discours, les Faust européens ont demandé au président de le rejoindre dans un accord qui légitime la mollacratie. Selon Condoleezza Rice et Stephen Hadley, notre politique iranienne n'a pas changé, nous avons simplement " levé nos objections " concernant le paiement par les Européens dans les négociations avec des monnaies que nous contrôlons (l'entrée dans l'OMC ou des pièces de rechanges pour de vieux 737). En échange de cela, on nous assure qu'une nouvelle ligne rouge a été posée et que si l'Iran n'abandonne pas son programme nucléaire, les trois grands Européens nous rejoindrons à l'ONU pour prendre des mesures. Ils n'auront jamais la volonté de le faire, ils voudront toujours entretenir le dialogue et l'Iran demandera toujours plus.

Négocier avec ce régime ne fait que lui donner plus de temps, du temps pour son programme nucléaire et pour s'assurer que Moscou et Pékin s'opposeront à toute action à l'ONU, même soutenue par les trois Européens. L'administration Bush est face à un dilemme : il faut trouver un moyen d'empêcher les mollahs d'avoir la bombe sans légitimer ce régime et tout en soutenant le peuple iranien. En agissant comme elle le fait aujourd'hui, l'administration renforce Téhéran. Ce n'est pas la bonne méthode ; il faut mener une guerre politique contre l'Iran, et dans cette guerre ni le temps, ni les Faust européens ne sont de notre côté.

Félix Koulov

L'ex-général Félix Koulov est le chef du parti Ar Namys (Dignité). Il a été condamné à dix ans de prison pour détournement de fonds publics. Ancien vice-président, ministre de l'Intérieur et maire de Bichkek, il est l'un des principaux opposants et a été arrêté avant la présidentielle de 2000. Le Congrès états-unien a demandé la libération de tous les prisonniers politiques du pays, y compris la sienne.

« Félix Koulov se prépare à participer aux élections présidentielles »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « •••••• ••••• •••••••••• • ••••••• • •••••••••••••• ••••••• », par Félix Koulov, *Vremya Novostyey*, 15 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les résultats des élections étaient prévisibles, nous n'attendions pas autre chose que la victoire du porte-monnaie. Dans notre pays, le pouvoir politique et économique appartient à un seul clan familial et comme le pays est petit, tout se sait. A l'approche des présidentielles de cet automne, il n'était pas souhaitable pour le gouvernement corrompu en place de voir entrer au parlement des députés plutôt indépendants et d'humeur oppositionnelle. Le pouvoir préfère cyniquement faire rentrer des criminels au Parlement que des gens honnêtes qui représentent un danger mortel. Dans de nombreuses régions, la campagne électorale se déroule selon le principe : " ce que l'on ne peut pas acheter pour une grosse somme, on peut l'acheter pour une très grosse somme ". Même certaines personnes, qui étaient encore proches du président il y a peu, sont de cet avis.

Certaines informations portent à croire qu'un des plans du gouvernement actuel pour garder le pouvoir c'est de créer une situation d'instabilité artificielle dans le pays. Cela permettrait éventuellement à Askar Akaïev de reporter les élections " selon la volonté du peuple ". Dans le sud du pays, le chef de l'administration a recruté 500 Ouzbeks pour s'opposer aux Kirghizes, dans mon village aussi des inconnus ont essayé de provoquer des conflits interethniques. La peur de perdre le pouvoir pousse le gouvernement à des actions des plus dangereuses. C'est pour cela que j'ai demandé à la Russie d'assurer la sécurité du président s'il acceptait de quitter volontairement le pouvoir, conformément à la constitution, car plus personne n'a confiance en lui, même son entourage. Les régimes corrompus et les gens qu'ils soutiennent sont le plus grand danger pour la Russie dans la région. Ils ne pensent qu'à leurs intérêts et peuvent donc être achetés par la narcomafia, les terroristes, les organisations religieuses et politiques extrémistes. Ce n'est pas un hasard si beaucoup de ces gens arrêtés à l'étranger avaient des passeports kirghizes.

Nous ne tomberons pas dans le piège des provocations. Nous allons chercher des gouvernements susceptibles d'utiliser leur influence sur Akaïev pour empêcher la destruction du pays et la dérive définitive vers l'autoritarisme. Nous allons créer un front d'opposition politique uni ; je dois signaler qu'il y a actuellement un mouvement qui demande l'annulation des résultats et la démission d'Akaïev, cela ne fait que commencer. Je suis en prison mais toujours présent en politique. Une plainte de mes avocats concernant la violation de mes droits est examinée en ce moment par le comité au Droits de l'homme de l'ONU à Genève. De l'avis de juristes internationaux, il y a 100% de chances que le jugement à mon encontre soit invalidé. Si c'est le cas avant l'été, je pourrai me présenter aux élections présidentielles d'octobre.

Jenichbek Nazariliev

Jenichbek Nazariliev est médecin-psychiatre et membre de l'académie des sciences russe. Il est célèbre pour avoir fondé une série de centre de lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme. Il s'est prononcé contre le régime Akaïev avant les législatives dans une tribune qui a fait grand bruit.

« Le Kirghizistan n'est pas encore formé en tant que nation »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « ••••••• ••• ••••• ••• •• •••••••••••• », par Jenichbek Nazariliev, *Vremya Novostyey*, 15 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je suis actuellement dans la clandestinité, je change d'appartement tous les deux jours. Les gens au pouvoir sont capables de tout depuis que j'ai écrit cet article : " se taire, c'est trahir ". J'ai réussi à monter mon affaire contre l'avis du pouvoir, mais c'est l'exception qui confirme la règle dans notre pays. Le tribalisme est à la base de la politique, on ne peut grimper les échelons sans l'aval de son clan. Cela fait 16 ans que j'avance seul, le gouvernement ne m'a pas donné la moindre aspirine. J'ai encore de grands projets mais avec un tel gouvernement c'est impossible. Le peuple se meurt avec de tels dirigeants, une telle idéologie. Je suis rentré dans le champ politique et je vais observer les réactions. Ils ont commencé à embêter ma mère. Le chef adjoint de l'administration présidentielle lui a téléphoné et lui a demandé : " où est votre fils, pourquoi a-t-il écrit ça ? ". Ils se sont adressés à ma sœur et pour finir, le Premier ministre a proposé un poste de ministre à mon beau-frère, et ils ont essayé de trouver un compromis avec moi. L'idéologue en chef d'Akaïev, le secrétaire d'État Ibrahimov, a essayé de me contacter mais ils ont vu qu'il n'y avait rien à faire. Je pense qu'ils ont décidé de s'occuper de moi après les élections. Ils ne me toucheront pas avant, ils ont peur des réactions à l'étranger. J'ai décidé de m'exprimer juste avant les législatives parce que les gens d'Akaïev sont au Parlement et que s'ils décident de lui donner la possibilité de rester plus longtemps, cela ira très mal pour nous. Tout a changé dans les quatre dernières années, avant Akaïev était la marionnette de politiciens internationaux et de son entourage, il est désormais la marionnette de ses enfants. Je le comprends bien en tant que psychiatre, c'est dur de se défaire de ces tentacules. Aujourd'hui tout ce qui brille leur appartient. Les hommes d'affaires n'ont pas le choix, toute entreprise qui valait plus de 1500 dollars a été confisquée.
L'opposition doit enfin s'unir et dire fermement non au pouvoir actuel. Le corporatisme est peu ancré historiquement en Kirghizie, les liens sont encore tribaux. Nous n'avons pas appris l'art de vivre ensemble, le pays n'est pas formé en tant que nation. Les paysans kirghizes ont une peur inconsciente et irrationnelle du pouvoir. Néanmoins, 5% des gens ont changé et ont été impliqués dans la civilisation grâce aux études et aux technologies occidentales. La Russie doit soutenir des représentants normaux, intelligents et responsables pour le poste de président. La faible puissance géopolitique de la Kirghizie l'oblige à établir une alliance stratégique en abandonnant une partie de sa souveraineté au profit d'une stratégie globale et d'une protection géopolitique. Les tendances pro-russes sont une tradition renforcée par la langue, la Russie a une carte à jouer. Le pouvoir actuel a vieilli, il faut du sang neuf. Paradoxalement j'ai peur que si un leader fort émerge de l'opposition nous allions vers la guerre civile. Par contre si nous arrivons à former une coalition

multipartite alors nous pourrions conserver l'équilibre dans la société tout en changeant le pouvoir. Le président doit quitter le pouvoir volontairement, ce n'est qu'une marionnette, il est malade, son potentiel énergétique est affaibli. Il y a peu on m'a fait des histoires au sujet d'une campagne contre l'alcoolisme intitulée " mon petit papa ne boit pas " sous prétexte que ses enfants appellent le président ainsi ! Ce ne sont pas des politiques autour de lui, mais de tout petits ronds de cuir.

Boris Vassiliev

Ancien engagé volontaire dans l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale puis ingénieur constructeur de char, Boris Vassiliev est écrivain et scénariste. Très populaire en Russie, son dernier roman est parmi les plus vendus.

« Nous sommes perpétuellement à la recherche d'un ennemi »

Source : Argoumenty i Fakty
Référence : « •• ••••• • ••••••• ••••• », par Boris Vassiliev, *Argoumenty i Fakty*, 16 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il fallait en finir avec notre principal fléau il y a 20 ans, le pouvoir soviétique, une bande de jésuites absolus qui avait tout le pouvoir entre les mains. Merci Mikhail Sergeïévitch Gorbatchev, si la Perestroïka n'avait pas eu lieu, je ne sais pas comment nous aurions fini. Le potentiel militaire était devenu critique, nos secrétaires généraux aimaient la guerre et la vie des Russes ne comptait pas pour eux. Vous savez que Plekhanov [1] ne soutenait pas Lénine, son élève qui voulait faire la révolution ? Il disait " on ne peut pas construire la démocratie là où elle n'a jamais existé et où le peuple ne comprend pas ce que c'est ". Les Russes sont monarchistes par nature, nous ne pourrons jamais oublier Staline car il était le dernier monarque, élu mais monarque. Nous nous sommes toujours battus pour le pouvoir et non pour la démocratie. Regardez les députés, ils défendent la liberté ? Non ils ont obtenu des traitements de ministres, des datchas, des voitures, des appartements. Le travail idéal pour un russe, c'est de ne rien faire et d'être payé pour. Pouchkine était d'accord, il pensait que la Russie était une nation jeune mais en même temps très vieille, millénaire. Elle a vieilli mais elle n'a pas grandi, elle n'est pas devenue plus sage. Notre pays est culturellement désuni, c'est historiquement un mélange de culture villageoise paysanne basée sur l'église et la commune et de culture urbaine, de noblesse. C'est Lénine et non Hitler qui a organisé les premiers camps de concentration contre la culture bourgeoise, l'intelligentsia. La collectivisation a définitivement dévasté la culture villageoise. Nous avons perdu ces deux cultures et aucune ne l'a remplacée. Après cette procédure, le peuple ne peut pas se forger d'idée nationale. Les petits-bourgeois ont gagné, ils triomphent aujourd'hui. Je respecte énormément Poutine, je comprends l'état du pays dont il a hérité, un pays où la spéculation est l'activité préférée. J'ai espoir que nous puissions faire quelque chose de la génération qui grandit actuellement.
La constitution proposée par Sakharov il y a 20 ans n'a pas été acceptée car personne ne voulait perdre le pouvoir. Elle aurait permis de conserver une unité économique sur le territoire de l'ancienne URSS. Le Russe a besoin d'une idée pour avancer, il doit croire en quelque chose et Poutine a compris qu'il n'est pas

possible de vivre en société sans une idée fédératrice. Où la trouver ? Nous sommes à la frontière entre l'Est et l'Ouest, entre l'Islam et le catholicisme et notre instinct est de chercher un ennemi sur lequel reporter nos peurs. Pourquoi vivons-nous mal ? C'est à cause de l'ennemi. Il reste beaucoup de gens très bien en Russie, ils vivent en majorité en province, là tout le monde se connaît, le grand capital ne les a pas corrompus, ils vivent différemment, dans la tradition familiale mais nous savons peu de chose sur eux.

---

[1] Premier grand théoricien du marxisme en Russie

Dimitri Estafiev

Spécialiste de la politique militaire états-unienne, Dimitri Estafiev est analyste sur les questions de politiques intérieures russes et de sécurité internationales. Il est ancien rédacteur en chef adjoint du journal « *Nouvelle Russie* » (1999-2001).

« Combat avec une ombre »

Source : RIA Novosti
Référence : « ••• • ••••• », par Dimitri Estafiev, *RIA Novosti*, 14 mars 2005.

En politique internationale, cela s'appelle la stratégie de l'épuisement : on impose un scénario d'action à son adversaire sur un terrain contrôlé où il ne peut pas vaincre mais où il va perdre des ressources, des forces et du temps. Vous avez alors la possibilité de préparer une opération décisive et de détruire votre ennemi. Nous sommes des gens rationnels et comprenons que l'Occident ne mène pas cette campagne de propagande et de révolution orange simplement au nom de la démocratie. En Ukraine, l'enthousiasme de l'Europe et des États-unis était motivé par la possibilité de contrôler l'acheminement du gaz et du pétrole, et par la possibilité de faire pression sur la Russie. La lutte contre la Russie au sujet de la Kirghizie et de la Moldavie soulève bien des interrogations. Il n'y avait pas vraiment de forces anti-russes en Kirghizie et même ceux-là ont déclaré qu'ils s'accorderont avec Moscou. En Moldavie, nous n'avions pas de poulain ; ce petit pays qui ressemble de plus en plus à une province roumaine, représente peu d'intérêt pour nous alors qu'il a été présenté comme un allié clé dont la perte est tragique. Moscou a eu le mérite de ne pas se mêler de ce spectacle.

L'avenir de l'ère post-soviétique ne se décide pas à Tbilissi ni à Kiev et encore moins à Kichinev, cet avenir se décide à Moscou. Il dépend du succès dans la transformation des pétrodollars en croissance économique et de l'aptitude à montrer aux États voisins que l'on peut vivre en Europe de manière civilisée selon notre propre modèle et pas selon des plans élaborés à Bruxelles ou à Washington. Voilà le véritable enjeu des révolutions colorées, ce n'est pas Kichinev ou Bichkek... Tout le reste, le combat pour la démocratie, l'opposition à la restauration de la verticale du pouvoir et la volonté de réanimer l'affaire Yukos, la dernière hystérie des parlementaires géorgiens qui veulent couper le gaz et l'électricité russe aux bases militaires russes ne sont que des leurres pour détourner notre attention du grand jeu. Ils essayent de provoquer une réaction et une dispersion de nos forces mais en fait ils préparent quelque chose de plus copieux qui bouleversera en profondeur la situation internationale et interne du

pays.

J'ai entendu plusieurs fois le terme de " révolution ambrée " et il ne faut pas exclure que le grand projet de renversement du pouvoir à Moscou commence à Kaliningrad. Si le pouvoir ne remplit pas son devoir de préserver l'intégralité territoriale du pays, alors il tombera. Ce ne sont pas les " oranges " ou les " bleus " qui le renverseront mais les gens normaux qui ont un sentiment très fort pour leur pays. Les occidentaux vont essayer d'opposer le pouvoir à cette majorité silencieuse. Il ne faut pas avoir peur des campagnes d'information contre notre pays, la révolution ambrée si elle a lieu, sera le résultat de la perte de dynamisme du développement politique et économique du pays. On pourra ensuite accuser le fond Soros. Nos chers partenaires ont déjà démontré en Ukraine qu'ils manient avec brio l'art de la réalité virtuelle. Nous devons être et non paraître pour y faire face, sortir du petit monde confortable des puissances virtuelles pour revenir à la réalité poisseuse de la grande plaine russe, où la force d'un gouvernement ne se mesure pas aux sondages mais à la capacité d'agir réellement et d'amener le pays de l'avant.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .